Canada est là pour le prouver—they pourraient bien se retrouver encore au gouvernement.

M. Stevens: Bravo!

M. Blaikie: Sinc Stevens se réjouit à l'idée que les libéraux puissent constituer le prochain gouvernement.

M. Stevens: Oh non!

M. Blaikie: Il a dû mal me comprendre. De toute manière, il faut apporter des changements importants et je crois que le gouvernement devrait faire le premier pas. Au lieu de prendre les choses de haut, pourquoi ne met-il pas en œuvre les recommandations du comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, comme l'a proposé le député du Yukon et comme moi-même et d'autres députés l'avons recommandé maintes fois. Nous pourrions alors prendre le gouvernement au sérieux.

M. le Président: La présidence tient à remercier tous les députés qui ont donné leur avis au cours de ce débat. Ils ont prouvé l'intérêt qu'ils portent à la question et le sérieux de leur réflexion.

Comme il est 13 heures, je me demande si nous pourrions remettre l'étude du reste des affaires courantes à 14 heures.

Des voix: D'accord.

M. le Président: Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

M. Pinard: Monsieur le Président, j'ai consulté le député du Yukon (M. Nielsen). Je ne vois personne du NPD pour le moment, mais je suppose que les néo-démocrates ne protestent pas. Nous proposons de suspendre les Affaires courantes pour ne les reprendre que lorsque le troisième orateur qui parlera de la motion à débattre en ce jour réservé à l'opposition aura terminé son discours. Nous serions d'accord et l'autre parti aussi.

M. Nielsen: Monsieur le Président, c'est d'accord. J'espère que chacun des trois orateurs prendra les 20 minutes auxquelles il a droit.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 62 DU RÈGLEMENT—
LES TAUX D'INTÉRÊT

M. Nielsen: Monsieur le Président, puisque le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) est absent, il faudra demander à la Chambre si elle consent à ce que la motion soit proposée par le député de York-Peel (M. Stevens).

M. le Président: La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le député de York-Peel propose la motion du député de Saint-Jean-Ouest?

Des voix: D'accord.

Les subsides

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel) (au nom de M. Crosbie) propose:

Que, attendu que la dévaluation du dollar et la hausse du chômage, de l'inflation et des taux d'intérêt mettent en danger la relance économique et minent la création d'emplois à cause de leurs répercussions néfastes sur l'agriculture, les petites entreprises et les investissements commerciaux, la Chambre regrette que le gouvernement ait omis d'inclure dans son budget du 15 février ou d'adopter par la suite des politiques destinées à assurer les conditions nécessaires pour réduire les taux d'intérêt et raffermir le dollar canadien, et demande au gouvernement de démissionner immédiatement.

• (1410)

—Monsieur le Président, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) souhaite participer un peu plus tard au débat. Malheureusement, il a été retenu à une réunion-déjeuner et n'a pas pu terminer son discours en vue d'arriver à la Chambre à temps pour participer tout de suite au débat.

J'espère, en discutant de la motion dont la Chambre est saisie, que nous pourrions faire preuve d'une objectivité relative. Il s'agit en réalité d'un problème qui est véritablement tragique non seulement pour des centaines de milliers, mais pour près de 2 millions de Canadiens. Je parle, bien entendu de nos chômeurs, nos sans-emploi. C'est bien beau de citer tous ces gros chiffres, mais voyons un peu ce qui s'est passé depuis 1980. Nous oublions parfois les aspects humaines lorsque nous ne parlons que des données relatives au chômage. Mais si nous traversons le pays de ville en ville, nous constatons que Saint-Jean, par exemple, comptait 4,000 chômeurs en 1980. Il y en a aujourd'hui 7,000, autrement dit 3,000 sans-emploi de plus à Saint-Jean à l'heure actuelle.

A Montréal, il y a aujourd'hui 74,000 chômeurs de plus qu'en 1980, leur nombre étant passé de 124,000 à 198,000. En pourcentage, cela signifie que 13.7 p. 100 de la population active de Montréal n'a pas d'emploi.

Cependant, lorsqu'on considère la région d'Ottawa-Hull, on s'aperçoit qu'il en va tout à fait différemment, monsieur le Président. Même si le chômage y a augmenté, le nombre de chômeurs n'est passé que de 29,000 à 32,000, soit 3,000 de plus. A mon sens, c'est l'un des problèmes qui se posent au niveau du gouvernement fédéral. Les gens y vivent un peu à l'écart du reste du pays, en tout cas les nombreux fonctionnaires qui se trouvent à Ottawa notamment. Ils ne sont pas conscients, comme les autres Canadiens de l'ampleur que prend le chômage dans notre pays.

Le taux de chômage à Sudbury a tout simplement doublé, le nombre de chômeurs passant de 5,000 à 10,000 depuis 1980. Toronto, considéré généralement comme un secteur de plein emploi relatif, compte 75,000 chômeurs de plus qu'en 1980. A Toronto, il y a actuellement 156,000 sans-emploi. Hamilton a vu son taux de chômage presque doubler au cours de cette période, le nombre de chômeurs passant de 17,000 à 33,000. J'insiste auprès de tous les députés, même les socialistes parce qu'ils ne semblent guère se préoccuper de ce problème, que cette montée en flèche du chômage s'est produite en à peine trois ans. Dans le cas de Hamilton, en pourcentage, le taux de chômage est passé de 6.4 à 11.9 p. 100. Le nombre total de sans-emploi à Winnipeg est passé de 18,000 à 32,000.